

Le médico-social de la petite enfance: un secteur de soin gravement menacé

- 10 JUIN 2019

- BLOG : LE BLOG DE MAGREBAK

Oui, aujourd'hui, des enfants en détresse psychique ou en situation de handicap n'ont pas de soins, en raison d'une pénurie de soignants et de la mise en place de réformes visant à supprimer de notre système de santé les institutions médico-sociales, au profit du secteur libéral.

Il y a des jours où le besoin d'espérance devient vital.

Puis l'actualité rattrape. Chaque matin, une nouvelle dans les médias rappelle que comme dans le roman de Yôko Ogawa « Cristallisation secrète » (où les choses et les êtres sont voués à un effacement perversément orchestré), disparaissent ce que l'on pensait, peut-être naïvement comme acquis, des valeurs humanistes, de solidarité, de bien commun. Celles qui furent à l'origine de la mise en place des institutions dans mon secteur de travail, celui du médico-social, dans les années 70.

Psychologue dans un CAMSP (1), chaque lundi, je retrouve l'équipe (pédiatre, psychomotricienne, orthophonistes, psychothérapeutes, assistante sociale, secrétaire, ergothérapeute, éducatrice) en réunion de synthèse pour élaborer, dossier après dossier, le projet de soin pour chaque enfant que nous accueillons. Des tout-petits, de 0 à 6 ans, porteur d'un handicap, ou bien présentant un trouble psychique, autistique, victime de maltraitance grave etc...

Des enfants fracassés dès leur naissance par des drames, qu'il faut accueillir, soigner, porter, envelopper, écouter. Or, dès le lundi midi, au sortir de ces synthèses, le malaise grandit semaine après semaine. Comment trouver les mots, la force d'informer ces parents qu'il faut attendre plusieurs mois la mise en route des soins de leur enfant en souffrance, alors qu'agir tôt est une condition sine qua non de son amélioration, voire de sa guérison ?

L'équipe doit tenir, c'est notre travail, mais jusqu'à quand cela sera-t-il tenable ?

Pourtant, l'enjeu est là, au tout début de la vie. Soutenir la vie psychique quand l'autre parental a fait défaut jusqu'à devenir parfois un « meurtrier », quand la naissance fut une catastrophe...

Nous accueillons au CAMSP toute cette détresse à l'orée de la vie.

Aujourd'hui, les politiques de santé publique projettent la disparition progressive de nos institutions médico-sociales, comme cela est promu dans un rapport de l'ONU de 2019 (3). Elles sont indignes et il faut les dénoncer.

Cela a commencé dans les années 90. Mais je l'ai ressenti avec intensité sous le mandat présidentiel de Nicolas Sarkozy. Depuis, le délitement s'accélère avec Emmanuel Macron et son gouvernement.

Disons le haut et fort : nous ne sommes plus actuellement en capacité de soigner correctement les enfants qui nous sont confiés.

Depuis 4 ans, notre équipe pluridisciplinaire n'est jamais au complet faute de pouvoir recruter en nombre suffisant les professionnels indispensables (pédopsychiatre, psychomotricien, orthophoniste). Le gel des salaires ne rend pas le secteur attractif.

Cette pénurie est orchestrée afin de justifier la fermeture des établissements. Ainsi le combat peut cesser faute de combattants. Et si nous tenons encore aujourd'hui, c'est bien parce que les soignants puisent en eux une énergie considérable pour essayer d'assurer leurs missions, en sachant que la situation devient de plus en plus précaire et ne tient plus que par un fil.

La réalité est la suivante : aujourd'hui des tout-petits, qui nécessitent des soins intensifs ne sont pas pris en charge !

Pouvons-nous imaginer qu'un malade qui présente un état somatique critique attende sa place en réanimation pendant des mois ?

C'est exactement ce qu'il se passe aujourd'hui dans nos institutions médico-sociales.

Ces enfants ont besoin pour la plupart de soins intensifs, de réanimation psychique.

Mais aussi d'un accompagnement au long cours auprès de leur famille, parents, frères, sœurs.

C'est un travail qui se tisse au fil des séances, comme un tissu relationnel, une enveloppe qui sécurise quand l'effroi de l'annonce d'un diagnostic surgit, quand la souffrance indicible peut enfin se dire dans la confiance et l'alliance thérapeutique établies avec toute une équipe qui fait corps accueillant. Les soins ne se limitent pas à des actes techniques mais sont pris dans ce maillage relationnel, ce « holding », qu'offre l'institution, condition de son efficacité thérapeutique.

Toute la vie future de ces tout-petits en dépend, pour éviter la chronicisation ou le basculement du côté de la déficience ou du handicap.

Or, ils attendent de 6 à 18 mois une rééducation, une psychothérapie. Nous en sommes arrivés au point que certains sortent du CAMSP avec juste un bilan, après avoir attendu leurs soins pendant des mois. Ils atteignent alors 6 ans et doivent être réorientés vers une autre structure médico-sociale, de type CMPP par exemple. Là, ils sont de nouveau inscrits sur une liste d'attente tout aussi longue.

Le rapport de l'IGAS le confirme (4). Le gouvernement, et ceux qui l'ont précédé, connaissent très bien la situation puisque tout a été mis en œuvre pour en arriver là. Je l'ai dit, cela passe, entre autres méthodes, par la pénurie organisée via des numerus clausus de certaines catégories professionnelles. Quand il n'y aura plus de soignants à recruter, plus besoin d'institutions. Cette stratégie vise clairement à favoriser le secteur libéral.

La mise en place des réformes SERAFIN-PH et du système RAPT et GOS (voir mon blog précédent) en est la concrétisation flagrante. Et c'est là toute la perversion de la méthode.

Après avoir affaibli le cœur des institutions médico-sociales, il est facile de proposer un système alternatif reposant sur l'inclusion scolaire inconditionnelle (le tout inclusif) et sur des « plateformes » qui orientent vers des professionnels libéraux (Plateformes TND, troubles neuro développementaux).

Sauf que les problématiques que nous accueillons, globales et complexes, nécessitent obligatoirement un travail institutionnel au niveau des pratiques, mais aussi de la pensée qui sous-tend ces pratiques.

Comment envisager la prise en charge des enfants que nous recevons sans une équipe pluridisciplinaire qui travaille, réfléchit collectivement ?

L'objectif est bien d'éradiquer les institutions et cet espace de penser qu'elles nourrissent. Penser en dehors de la doxa néolibérale est devenu subversif pour un système politique qui veut produire un individu réduit à ses neurones pour mieux le contrôler.

Il est clair que la position autoritaire du gouvernement pour imposer une vision strictement neurodéveloppementale de l'être humain, en déniait cette part inconsciente qui fait justement notre humanité, en déniait tout ce savoir clinique qui est notre socle de travail et la qualité de ce travail, est d'une violence extrême.

Cette violence, nous la subissons de plein fouet en tant que soignants dans notre quotidien, mais plus encore les enfants.

Nous assistons avec effroi à leur abandon, pire parfois à leur sacrifice.

Reste à ne pas renoncer à témoigner des méthodes employées par ces gouvernements successifs pour arriver à leur fin : dévoiement du vocabulaire, dissimulation, autoritarisme, déni de démocratie.

Ce combat rejoint celui des urgences, de la psychiatrie, des travailleurs sociaux et de tous ces soignants qui font leur travail avec ardeur et humanisme, et qui souffrent sans pouvoir s'exprimer publiquement.

MGB

Psychologue, coordinatrice des soins dans un CAMSP

Adresse mail : collectif.ms.grandest@gmail.com

Notes :

1- CAMSP : centre d'action médico-sociale précoce

2- CMPP : centre médico psycho pédagogique

3- Une rapporteuse de l'ONU missionnée en 2017 pour examiner la situation des personnes handicapées préconise dans son rapport début 2019, entre autres, la fermeture progressive de tous les établissements médico-sociaux et de transformer le marché actuel en offre de services à la personne, au nom de l'inclusion.

4- IGAS : Inspection Générale des Affaires Sociales, « Mission relative à l'évaluation du fonctionnement des CAMSP et CMPP et CMP-IJ » Rapport établi en septembre 2018

Le Club est l'espace de libre expression des abonnés de Mediapart. Ses contenus n'engagent pas la rédaction.